



Le Portefeuille D'un Pauvre ?

Auteurs : Gilbert Mbara

Mai 2024 /GPIR-PBf-CC003

Messages clés

- Le Kenya risque de connaître une augmentation spectaculaire des inégalités dans un avenir proche.
- La hausse des taux d'intérêt et un système fiscal régressif sont les principaux moteurs de cette tendance.
- La réduction du déficit budgétaire, le maintien de faibles taux d'intérêt sans risque et un régime fiscal plus progressif permettront d'inverser cette tendance.



Paysage inégal, <https://unequalscenes.com/nairobi>

Quelle est la problématique principale ?

Au cours des dix années écoulées entre 2005 et 2015, le Kenya a connu une diminution significative des inégalités de richesse et de revenu. Cette diminution des inégalités s'est caractérisée par une baisse de la part des revenus et de la richesse des membres les plus riches de la population, ainsi que par des gains modestes pour les plus pauvres. Ceci est contraire à ce qui a été observé dans de nombreux pays avancés où l'inégalité a augmenté. Pour comprendre pourquoi l'expérience kenyane a été différente, nous étudions les variables macroéconomiques liées à l'inégalité des revenus et des richesses au sommet de l'échelle.

Pourquoi est-ce important ?

Notre analyse montre que le taux sans risque et le ratio recettes fiscales/PIB sont des facteurs clés pour expliquer la baisse des inégalités au Kenya. Les données montrent qu'entre 2005 et 2015, le taux réel sans risque au Kenya était le plus souvent négatif, et le ratio recettes fiscales/PIB est passé de 2,5 % à environ 8 %. Ces deux variables sont liées : lorsque le gouvernement peut financer une grande partie de ses dépenses par l'impôt, il emprunte moins sur les marchés obligataires, ce qui fait baisser les taux des « bons du Trésor ». Lorsque ces deux caractéristiques des données - un faible taux sans risque et un ratio impôts/PIB d'environ 10 % - sont intégrées dans un modèle de l'économie kenyane, elles peuvent expliquer jusqu'à 92 % de la baisse de la part des richesses les plus élevées et, en fin de compte, de l'inégalité des revenus. Toutefois, des données récentes indiquent que le taux sans risque augmente, tandis que le système fiscal est devenu régressif.

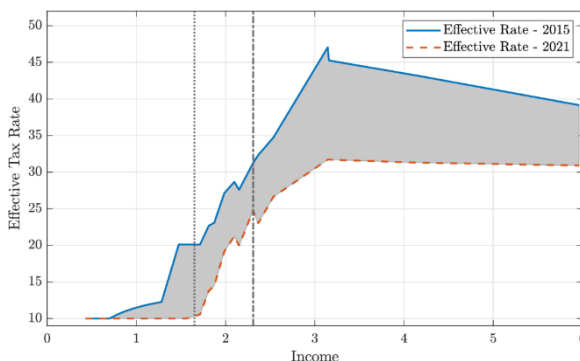
Recommandations politiques

Compte tenu de ces faits, nous recommandons deux politiques qui peuvent être mises en œuvre par les décideurs politiques pour prévenir une augmentation des inégalités au Kenya :

Premièrement, le gouvernement devrait viser un taux réel sans risque ne dépassant pas 4 %. Pourquoi ? - Lorsque le taux sans risque est élevé, les personnes disposant de moyens financiers importants investissent une plus grande part de leur patrimoine dans des obligations d'État pour bénéficier d'un rendement élevé et d'un risque nul. Ils augmentent ainsi leur richesse au détriment des investissements dans des activités de production risquées qui profiteraient aux pauvres par le biais de l'emploi. La faiblesse des investissements dans le capital productif entraîne une baisse des salaires et une augmentation des inégalités. Toutefois, comme le taux sans risque est déterminé sur le marché des fonds prêtables, la voie à suivre pour maintenir un taux sans risque bas est fiscale : il s'agit de générer suffisamment de recettes fiscales pour financer les dépenses publiques.

Deuxièmement, le gouvernement devrait mettre en place un système d'imposition progressif dans lequel les personnes à forte valeur nette paient toujours un taux d'imposition effectif plus élevé à tous les niveaux de revenus. Le système fiscal kenyan est déjà progressif, mais nous avons constaté que la distribution des revenus après impôt est plus inégale que la distribution avant impôt. En appliquant les tranches d'imposition de 2015 à une population « simulée » dont la distribution des revenus avant impôt correspond à celle de la population kenyane, nous constatons que le taux d'imposition effectif - le rapport entre l'impôt à payer et le revenu imposable - n'augmente pas toujours avec le revenu. En fait, dans certains cas, le taux d'imposition effectif s'inverse lorsque le revenu augmente : les personnes dont les revenus sont légèrement inférieurs paient un taux d'imposition effectif plus élevé que celles qui sont plus riches.

C'est ce que montre la représentation graphique des taux d'imposition effectifs en fonction du revenu, en utilisant les tranches et les taux d'imposition de l'administration fiscale kényane entre 2015 et 2021.



Calcul de l'auteur, basé sur les taux et tranches d'imposition de l'Autorité fiscale du Kenya, 2015 – 2021

Les règles fiscales de 2015 comportent cinq tranches et taux, tandis qu'une réforme mise en œuvre en 2021 ramène les taux et les tranches à trois seulement. Comme le montre la zone grise, la réforme fiscale de 2021 se traduit par une importante réduction d'impôts pour les plus riches.

Nous recommandons donc de réviser **les tranches d'imposition** et **les taux marginaux d'imposition** de manière à ce que les taux d'imposition effectifs soient **toujours** croissants en fonction du revenu. Ces politiques peuvent contribuer à réduire la concentration des richesses et des revenus parmi les membres les plus riches de la société et à promouvoir une société plus juste et plus égalitaire. Ce mélange ou portefeuille de politiques, l'imposition progressive et les faibles taux d'intérêt, conduiront à une économie qui fonctionne pour les pauvres et pas seulement pour les riches. Ces politiques nous rapprocheront de l'un des principaux objectifs de développement durable : la réduction des inégalités au sein des pays et entre eux.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts

basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org